

Ce projet de surveillance de la qualité de l'air en Région Grand Est reste scandaleusement insuffisant car il ne satisfait pas aux besoins des populations :

Il n'évoque ni les nécessaires réductions de pollutions à la source, ni la surveillance des principaux pollueurs. En réduisant le nombre de stations et le nombre de mesures sans même en améliorer la pertinence, il se limite à évaluer quelques conséquences globalisées après dilution dans l'atmosphère. !

Il est tout aussi insatisfaisant de constater que les plans de surveillance successifs nous font perdre une année après l'autre sans apporter la moindre avancée ni même l'espoir d'améliorations !

- Où en sont les analyses de particules de 2.5µm et celles inférieures à 1µm, les plus dangereuses pour la santé ? Sans ces contrôles il est trop facile de "prétendre ne pas polluer" !*
- Où en sont les projets de 50% à 60% d'économies d'énergie sensés réduire au passage les émissions polluantes d'autant ? Ces économies sont pourtant incontournables pour atteindre la neutralité carbone en 2050 : C'est un engagement de l'État !*
- Où est la liste des principaux pollueurs précisant année par année : la nature et les quantités de polluants émis, ainsi que la nature et la fréquence des contrôles ?*
- Où sont les registres des cancers réclamés en pure perte depuis des années ? Bien qu'il soit unanimement reconnu que la pollution de l'air tue plus de 50.000 Français chaque année, l'effort est actuellement concentré sur le comptage quotidien et méthodique des victimes de la pandémie.*
- Où en est la surveillance des produits phytosanitaires et l'évaluation du plan de réduction de 50% des pesticides, qui a coûté plusieurs milliards au contribuable, pour aboutir finalement à augmenter de 25% la consommation de ces produits toxiques en France !*
- A quand la surveillance des nouvelles installations qui brûlent des combustibles dits renouvelables (Bois énergie, méthanisation, biocarburants, déchets,...) solutions dont raffolent les politiques mais qui émettent massivement et sans le moindre contrôle des polluants très dangereux ?*
- A quand des bilans carbone et GES complets et honnêtes pour toutes les installations de combustion. Il faudrait les assortir du vrai coefficient d'efficacité énergétique, afin de comparer les réelles émissions et les impacts environnementaux de ces différentes technologies ?*
- A quand l'intégration du déstockage de carbone dans l'atmosphère de ces différentes technologies et du temps nécessaire pour un retour à l'équilibre ?*
- A quand le respect du « principe pollueur payeur » ? Les dérives actuelles pénalisent les victimes et protègent les pollueurs.*
- A quand l'application de mesures coercitives et de sanctions dissuasives aux récalcitrants et aux tricheurs ?*
- A quand l'anticipation des risques par une stratégie préventive ?*

La politique Ecolo-Industrielle en vigueur fait pleuvoir les subventions sur des entreprises polluantes et sur des exploitants pas toujours vertueux, loin d'être tous indigents. Toutes ces aides ne produisent malheureusement aucun bénéfice pour les populations riveraines soumises à ces nuisances industrielles.

Il est urgent de stopper cette politique de complaisance et d'imposer aux pollueurs le financement intégral d'une surveillance indépendante, complète, transparente et donc crédible de leurs

émissions polluantes ainsi que de l'impact environnemental et sanitaire de celles-ci.

- *Il faut, entre autre, imposer systématiquement les meilleures techniques disponibles pour le contrôle des émissions et de l'environnement. Il faut les faire réaliser par des organismes agréés au vu de leurs compétences, mais aussi de leur totale indépendance.*
- *Il faut s'interdire le recours -devenu habituel- aux autocontrôles réalisés par les industriels eux-mêmes, pour estimer les quantités de polluants rejetés dans les milieux naturels. Il faut également ne plus utiliser les résultats de ces autocontrôles comme données d'entrée dans les modèles de prévision, ce qui revient à lire l'avenir au moyen d'une « boule de cristal en verre dépoli ».*
- *Il faut surtout, et de façon urgente, associer enfin systématiquement les citoyens (au travers de leurs associations de protection de la nature et de consommateurs) à toutes les décisions qui les impactent directement, et mettre un terme à l'opacité organisée qui prévaut en matière de décision et de surveillance industrielle. Il en va de la crédibilité de tous les acteurs institutionnels !*

La situation à Saint Julien les Metz, commune située directement sous le vent de l'incinérateur de METZ, est à cet égard emblématique d'une politique industrielle inadaptée, inefficace, dangereuse et inacceptable.

L'augmentation à petits pas des quantités d'ordures ménagères incinérées dans cet ICPE, qui est passée progressivement de 90.000 à 120.000 tonnes/an, vient récemment de s'accompagner d'un plan de surveillance de l'environnement vidé de sens. Ont ainsi été supprimés toutes les analyses qui intéressent directement les riverains : Les sols, les végétaux, les légumes, les fruits, le lait et les œufs, ... même la surveillance de la qualité de l'air n'y est plus jugée indispensable!

Conséquence : ATMO Grand Est, mais avec la complicité de l'industriel et des services de l'État, vient de supprimer en catimini la seule station permanente de surveillance de la qualité de l'air implantée dans la zone des retombées de ce gros incinérateur d'ordures ménagères.

Toutes ces décisions empilées visent clairement à priver les riverains d'information et à supprimer la surveillance, l'alerte et la protection des populations vis-à-vis d'accidents ou de pollutions exceptionnelles.

Du LUBRIZOL à rebours !

Ces décisions unilatérales ne sont motivées à l'évidence que par une volonté de réduire drastiquement le coût de la surveillance supporté par l'exploitant de l'incinérateur.

En résumé : On échange de la santé publique contre de l'argent ! Ceci est d'autant plus choquant que dans le cas présent, en coulisse, les donneurs d'ordre sont les Élus locaux, et que, dans le même temps, les magistrats de la Cour Régionale des Comptes viennent d'épingler l'ampleur des bénéfices injustifiés réalisés par HAGANIS.

Années après années les associations dénoncent vainement les mêmes situations, les mêmes dérives et toutes leurs conséquences néfastes qui en découlent en termes sanitaires et environnementaux. Mais force est de constater que l'État et les pouvoirs publics locaux ne veulent pas évoluer, se refusent à vérifier et s'interdisent de débattre des problèmes de fond soulevés régulièrement !

Nous sommes clairement ici face à un déni caractérisé de démocratie.